

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2020

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2020

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2020, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées se chiffrent à **1.292,9 milliards de FCFA** à fin mars 2020 pour une prévision de 1.539,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 84%. Ces réalisations, qui s'inscrivent globalement dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 et de ses corollaires, comprennent 931,8 milliards de FCFA de recettes budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et 361,1 milliards de FCFA de ressources de trésorerie (emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **915,6 milliards de FCFA** à fin mars 2020, en retrait de 23,1 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 938,7 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres que prévues enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** ont été recouvrées à hauteur de 212,3 milliards de FCFA, contre une prévision de 234,2 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 21,9 milliards de FCFA qui s'explique essentiellement par un niveau moins élevé que prévu des volumes des importations mises à la consommation, en rapport avec le ralentissement du commerce avec la Chine, lié aux mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19 ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en régime intérieur** a été collectée à hauteur de 122,3 milliards de FCFA pour une prévision de 136,8 milliards de FCFA. L'écart négatif de 14,5 milliards de FCFA enregistré résulte principalement du retard accusé dans la mise en œuvre des solutions digitales (contrôle des flux de télécommunication,...) ainsi que des premiers effets sur l'activité économique de la situation de crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19 ;
- **les impôts sur revenus et salaires** ont été encaissés à hauteur de 137,9 milliards de FCFA, soit un déficit de 12,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 150,5 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique principalement par les effets non encore perceptibles sur les recettes d'ITS de certaines réformes, notamment la création de guichets d'emplois ;
- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de 148,8 milliards de FCFA, contre une prévision de 154,5 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 5,7 milliards de FCFA. Ce niveau de recouvrement est principalement lié à un volume d'exportations et un taux de DUS sur la noix de cajou exportée inférieurs aux objectifs (90 933 tonnes et 5% de taux de DUS en réalisation contre une prévision de 110 998 tonnes et un taux de DUS de 7%). Il s'explique également par un prix CAF du cacao exporté en deçà des prévisions (1 351,1 FCFA/kg en réalisation pour un objectif de 1 393,1 FCFA/kg) ;
- **les taxes sur les télécommunications** ont été collectées à hauteur de 13 milliards de FCFA, en retrait de 3,1 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 16,1 milliards de FCFA, consécutivement au retard observé dans la mise en place du dispositif de contrôle des flux de télécommunications.

L'effet des performances moindres susmentionnées a toutefois été atténué par les bons niveaux de recouvrement de certains impôts et taxes :

- **le BIC hors pétrole et gaz** a été perçu à hauteur de 32,7 milliards de FCFA, soit un dépassement d'objectif de 16,5 milliards de FCFA, en relation avec, d'une part, la performance des retenues à la source au titre de l'impôt BIC-BNC versées par les entreprises du secteur des télécommunications et, d'autre part, le paiement par anticipation par certains contribuables du premier tiers de l'impôt BIC réel ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** ont été recouverts à hauteur de 41,2 milliards de FCFA, contre une prévision de 25,5 milliards de FCFA, soit un écart positif de 15,7 milliards de FCFA lié principalement aux perceptions anticipées de droits d'enregistrement au titre du cacao ;
- **les revenus du pétrole et du gaz** ont été collectés à hauteur de 22,4 milliards de FCFA, dégageant un écart positif de 2,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 20,2 milliards de FCFA, en raison du recouvrement au premier trimestre 2020 de 2,4 milliards de FCFA d'arriérés 2019 de revenus du pétrole.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **12,9 milliards de FCFA**, avec un dépassement d'objectif de 2,8 milliards de FCFA. Elles comprennent 4,8 milliards de FCFA de recettes de services, 0,7 milliard de FCFA, de dividendes et 7,4 milliards de FCFA de revenus du domaine. **Quant aux dons**, ils ont été mobilisés à hauteur de **3,2 milliards de FCFA** contre une prévision de 42,8 milliards de FCFA, reflétant la réorientation des priorités des donateurs du fait de la pandémie de la Covid-19.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **296,9 milliards de FCFA** contre 373,5 milliards de FCFA prévus, en lien le réaménagement du calendrier des émissions, du fait de l'impact de la Covid-19 sur la situation des marchés. Ce montant comprend 156,1 milliards de FCFA d'obligations du Trésor par adjudication et 53,6 milliards de FCFA de bons du Trésor pour un montant global de 194,2 milliards de FCFA attendu. Il recouvre également 87,2 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires par syndication (emprunts TPCI) contre 179,3 milliards de FCFA initialement programmés.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts pour le financement des projets, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **64,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 173,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation relativement faible de 37%, en rapport avec la pandémie de la Covid-19 qui a impacté les principaux partenaires internationaux.

II- EXECUTION DES DEPENSES

A fin mars 2020, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **1.270,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.456,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 87,3%, en lien avec le délai d'adaptation aux nouvelles dispositions budgétaires et la faible diligence des responsables de programmes dans l'exécution des tâches leur incombant en matière d'engagement de dépenses. Ces dépenses se déclinent comme suit :

Les charges financières de la dette publique ont été payées à hauteur de **159,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 159,3 milliards de FCFA, dont 35,4 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 124,1 milliards de FCFA pour la dette extérieure.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **442,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 440,9 milliards de FCFA, soit un dépassement de 1,6 milliard de FCFA. Ce résultat s'explique essentiellement par la transmission plus accélérée que prévue des dossiers de premier mandatement, liée au nouveau dispositif de traitement des actes administratifs mis en place au niveau du Ministère en charge de la fonction publique.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **6,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 22 milliards de FCFA, en lien notamment avec le retard observé dans la transmission des factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (4,7 milliards de FCFA) et d'eau (1,7 milliard de FCFA).

Les autres achats de biens et services se sont chiffrés à **82,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 133,8 milliards de FCFA, en rapport avec un démarrage moins rapide que prévu de l'exécution budgétaire, dû aux lenteurs notées dans l'adaptation des responsables de programmes aux nouvelles dispositions budgétaires.

Les transferts se sont établis à **51 milliards de FCFA** pour une prévision de 70,2 milliards de FCFA, soit un écart de 19,2 milliards de FCFA qui résulte d'un niveau d'exécution moins élevé que prévu de certaines subventions, notamment la subvention aux écoles privées et les transferts aux établissements publics nationaux.

Concernant **les dépenses de sécurité et d'élections**, elles se sont établies à **93,7 milliards de FCFA** contre **31,6 milliards de FCFA** prévus, en lien avec une exécution plus tôt que prévue des crédits de transferts liés à l'organisation des élections.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **263,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 422,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 62,3% qui s'explique, d'une part, par le délai d'adaptation des responsables de programmes aux nouvelles dispositions de gestion budgétaire et, d'autre part, par les effets de la pandémie de la Covid-19 sur la mobilisation des ressources extérieures de

financement des projets. Ces dépenses ont été financées à 74,4% sur les ressources intérieures et 25,6% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections) des ministères et institutions, fait ressortir que quarante-cinq (45) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 10% et six (6) d'entre eux ont affiché des taux d'exécution supérieurs à 10%.

Enfin, **les charges de trésorerie concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique**, qui s'est établi à **171,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 175,4 milliards de FCFA, du fait du reprofilage de certaines échéances de la dette titrisée, ainsi que de l'incidence de la variation à la baisse du cours du dollar US par rapport aux hypothèses de projection. Les paiements effectués comprennent 135 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure et 36,5 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **395,5 milliards de FCFA** à fin mars 2020, en deçà de l'objectif plancher de 623 milliards de FCFA, du fait notamment des lenteurs relevées en matière d'adaptation des responsables de programmes aux nouvelles dispositions budgétaires, qui ont induit quelques retards dans l'exécution des dépenses.

Le solde budgétaire à fin mars 2020 ressort ainsi à **-136,6 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -274,3 milliards de FCFA tel que fixé dans le cadre du programme économique et financier.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2020 s'est déroulée dans un environnement marqué, d'une part, par le basculement effectif en mode budget-programmes et, d'autre part, par la situation de crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Aussi, a-t-elle été caractérisée par un démarrage moins rapide de l'exécution des dépenses et une performance moins forte qu'attendue en matière de mobilisation de ressources.

Toutefois, bien qu'en deçà des prévisions, les recettes fiscales ont atteint un niveau plutôt satisfaisant avec un taux de recouvrement de 97,5% par rapport aux objectifs et une progression de 11,1% par rapport à la même période de 2019. Parallèlement, les charges de fonctionnement des services ont été globalement contenues à l'intérieur des dotations prévues. Quant à l'exécution des dépenses d'investissement, elle a affiché un léger retard par rapport aux objectifs.

Les dispositions ont été prises en relation avec les ordonnateurs des dépenses, afin que les responsables de programmes puissent diligemment exécuter les tâches leur incombant en vue d'améliorer rapidement le rythme de consommation des crédits budgétaires.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution du budget à fin mars 2020, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama COULIBALY

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

(Etat de réalisation à fin mars 2020)

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin mars 2020		DEPENSES	Budget 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin mars 2020	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y/c FER)	4 087,9	938,7	915,6	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	643,0	159,3	159,5
- DGI	2 258,6	449,0	452,1	Dettes intérieure	252,6	34,4	35,4
- TRESOR	12,1	3,0	2,9	Dettes extérieure	390,4	124,9	124,1
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 817,2	486,6	460,7	PERSONNEL	1 770,1	440,9	442,5
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	86,7	10,1	12,9	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	672,1	155,9	89,1
Recettes non fiscales Trésor	49,1	4,8	5,5	Abonnement	110,2	22,0	6,4
Revenus du domaine DGI	29,7	5,4	7,4	Autres achats de biens et services	561,9	133,8	82,6
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	530,8	70,2	51,0
Licences de télécommunication	0,2	0,0	0,0	Subvention au secteur électricité	14,4	2,5	13,5
Fonds d'investissement en milieu rural	7,7	0,0	0,0	Autres transferts	516,4	67,7	37,5
DONS	359,7	42,8	3,2	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	98,9	31,6	93,7
Dons programmes	169,3	0,0	0,0	sur financement intérieur	98,9	31,6	93,7
AFD (C2D)	147,6	0,0	0,0	dont investissement	8,0		
GVT Espagnol (PCD)	7,3	0,0	0,0	sur financement extérieur			
UE	14,4	0,0	0,0	INVESTISSEMENT	2 247,1	422,9	263,5
Dons projets	190,4	42,8	3,2	- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 078,9	206,5	196,1
				Projets C2D et PCD	154,9	38,7	38,4
				Investissement FIMR	7,7	0,0	0,0
				Fonds d'Entretien Routier	147,1	38,9	0,0
				Autres investissements	769,2	128,9	157,7
				- Financement extérieur des projets	1 168,2	216,4	67,4
				Emprunts-projets	977,8	173,6	64,2
				Dons-projets	190,4	42,8	3,2
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	4 534,3	991,6	931,8	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	5 962,0	1 280,7	1 099,3
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	0,0	0,0	Amortissement de la dette publique	1 494,1	175,4	171,5
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	1,5	0,4	0,0	Dettes intérieure	1 015,1	138,9	135,0
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 494,4	373,5	296,9	Dettes extérieure	479,0	36,5	36,5
Emprunts obligataires		179,3	87,2				
Bons et obligations du Trésor		194,2	209,7				
Eurobonds		0,0	0,0				
Emprunts programmes	321,8	0,0	0,0				
FMI	152,5	0,0	0,0				
Banque Mondiale	113,5	0,0	0,0				
Banque Africaine de Développement	49,2	0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)	6,6	0,0	0,0				
Emprunts-projets	977,8	173,6	64,2				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	2 921,7	547,4	361,1	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	1 494,1	175,4	171,5
TOTAL GENERAL	7 456,1	1 539,1	1 292,9	TOTAL GENERAL	7 456,1	1 456,1	1 270,8

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2020)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN MARS		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	938,7	915,6	-23,0
<u>DGI</u>	<u>449,0</u>	<u>452,1</u>	<u>3,0</u>
Impôts directs	201,1	205,3	4,2
BIC pétrole et gaz	14,1	15,7	1,5
- BIC pétrole	0,0	1,7	1,7
- BIC gaz	14,1	13,9	-0,2
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	187,0	189,6	2,6
- BIC hors pétrole	16,1	32,7	16,6
- Impôt synthétique et AIRSI	7,4	5,8	-1,6
Impôts sur revenus et salaires	147,9	135,3	-12,6
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	15,6	15,8	0,3
Impôts indirects	247,9	246,8	-1,1
TVA (hors part secteur électricité)	136,8	122,3	-14,5
TOB	18,9	20,4	1,5
Taxes sur boissons et tabacs	13,7	15,8	2,1
Droits d'enregistrement et de timbre	25,0	41,0	15,9
<i>dont enregistrement café cacao</i>	0,8	13,2	12,3
Patentes et Licences	17,7	15,7	-2,0
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,7	0,7
Taxe d'exploitation du gaz	6,0	6,0	-0,1
Taxes sur les télécommunications	16,1	13,0	-3,0
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	8,0	5,4	-2,6
Taxe ad valorem	4,8	5,9	1,1
Accises et autres taxes indirectes	0,9	0,6	-0,3
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,2	0,2	0,0
<u>TRESOR</u>	<u>3,0</u>	<u>2,9</u>	<u>-0,2</u>
Impôts directs	2,6	2,6	0,0
Impôts sur revenus et salaires	2,6	2,6	0,0
Impôts indirects	0,5	0,3	-0,2
Timbres et vignettes	0,5	0,3	-0,2
<u>DGD</u> (hors PCC, PCS et SGS)	<u>486,6</u>	<u>460,7</u>	<u>-25,9</u>
Droits et taxes à l'importation	332,1	311,9	-20,2
Taxes sur produits pétroliers	98,0	99,6	1,7
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	234,2	212,3	-21,9
Taxes à l'exportation	154,5	148,8	-5,7

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Ministères et Institutions (hors dépenses "sécurité et élections")

MINISTERES / INSTITUTIONS	Dotations 2020 (Budget)	Exécution fin mars 2020	Taux d'exécution fin mars 2020
Cour Suprême	236 969 392	0	0,0%
Ministère des Affaires Etrangères	4 153 776 375	0	0,0%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	30 835 918 531	0	0,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	17 197 359 599	0	0,0%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	64 138 382 680	0	0,0%
Ministère de la Communication et des Médias	17 319 108 033	0	0,0%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	227 720 877 151	0	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	155 389 765	0	0,0%
Ministère des Transports	22 562 089 541	0	0,0%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	1 036 375 713	0	0,0%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	12 327 595 416	0	0,0%
Ministère des Sports	90 669 757 431	0	0,0%
Ministère des Eaux et Forêts	8 341 562 450	0	0,0%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	427 904 135	0	0,0%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	2 114 587 652	0	0,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	492 666 183	0	0,0%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	345 742 227	0	0,0%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 256 683 692	0	0,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l' Enfant	3 829 614 363	0	0,0%
Ministère de la Promotion de la Riziculture	100 000 000	0	0,0%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	13 051 131 544	0	0,0%
Ministère de l'Artisanat	1 126 891 779	0	0,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	12 050 519 176	0	0,0%
Ministère de la Promotion des PME	349 626 971	0	0,0%
Ministère de l'Hydraulique	101 171 539 256	0	0,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	35 877 163 104	0	0,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes	18 188 473 800	0	0,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autonomisation des Femmes	1 329 395 976	0	0,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	21 141 291 071	0	0,0%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	155 389 768	0	0,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	32 641 474 938	3 400 000	0,0%
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	60 033 473 147	50 000 000	0,1%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	115 326 825 041	240 351 000	0,2%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	192 058 615 927	779 951 531	0,4%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté	55 309 621 614	403 455 991	0,7%
Ministère de l'Economie et des Finances	22 724 704 981	350 275 600	1,5%
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	5 025 155 835	86 250 000	1,7%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	73 515 599 778	1 660 079 121	2,3%
Ministère du Plan et du Développement	18 724 581 565	844 775 208	4,5%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé	5 233 084 647	250 000 000	4,8%
Ministère de la Fonction Publique	586 820 180	28 560 000	4,9%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	15 435 002 162	1 000 000 000	6,5%
Primature et Services Rattachés	36 445 870 895	2 537 244 229	7,0%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	82 263 066 296	6 354 160 833	7,7%
Assemblée Nationale	543 864 177	50 000 000	9,2%
Présidence de la République	32 120 975 976	4 816 043 194	15,0%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	565 955 779 899	101 851 252 487	18,0%
Cour des Comptes	466 169 295	102 000 000	21,9%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	106 821 841 243	38 091 119 970	35,7%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	155 125 576 044	65 419 080 836	42,2%
Commission Electorale Indépendante	150 000 000	150 000 000	100,0%
S/Total	2 294 211 886 414	225 068 000 000	9,8%
Comptes spéciaux	154 752 600 000	38 438 000 000	24,8%
TOTAL GENERAL	2 448 964 486 414	263 506 000 000	10,8%

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN MARS 2020

(toutes sources de financement confondues)

DOMAINES	2019	2020		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif à fin Mars	Exécution à fin Mars
01 Agriculture et développement rural	109 402 006 864	135 026 151 602	30 535 015 695	2 464 377 708
01.0 Administration générale	51 963 860 554	78 176 186 166	17 678 879 560	1 948 056 371
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	7 057 337 170	14 952 937 337	3 381 479 594	176 262 735
01.2 Formation et encadrement	38 300 036 691	32 977 701 501	7 457 626 697	71 976 954
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 111 772 449	1 252 326 598	283 203 008	268 081 650
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 969 000 000	7 667 000 000	1 733 826 837	0
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	13 111 795 193	19 246 198 167	4 352 364 013	1 852 539 721
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 384 959 976	8 357 705 519	1 890 024 015	1 794 785 098
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 836 509 377	1 442 302 190	326 164 373	57 754 623
02.2 Pêche et aquaculture	2 890 325 840	9 446 190 458	2 136 175 626	0
03 Education	1 262 806 970 427	1 342 712 135 525	303 642 928 764	321 737 273 437
03.0 Administration générale	34 300 242 261	54 184 198 006	12 253 295 505	3 322 559 671
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	530 611 025 755	567 542 615 890	128 344 935 245	194 408 485 873
03.2 Alphabétisation	451 952 719	441 080 032	99 746 498	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	450 336 668 683	478 455 911 177	108 198 734 718	68 963 702 089
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	247 107 081 009	242 088 330 420	54 746 216 798	55 042 525 804
04 Santé	387 376 239 456	446 236 000 000	100 912 475 858	49 500 026 729
04.00 Administration générale santé	194 984 053 055	214 547 220 829	48 518 029 120	41 334 073 965
04.01 Système de santé primaire	87 034 000 000	60 679 337 067	13 722 115 958	244 983
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 099 754 035	15 570 300 000	3 521 090 909	0
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	34 170 234 054	47 470 599 966	10 735 072 412	0
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	587 046 181	33 531 307 788	7 582 820 050	0
04.05 VIH/SIDA	19 218 647 428	24 721 428 427	5 590 540 766	4 972 320
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 282 504 703	49 715 805 923	11 242 806 643	8 160 735 461
05 Eau et Assainissement	52 230 448 072	108 317 991 977	24 495 192 567	6 346 917 854
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	39 223 562 983	56 601 342 461	12 799 912 164	0
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	13 006 885 089	51 716 649 516	11 695 280 403	6 346 917 854
06 Energie	210 912 378 854	143 443 545 597	32 438 537 751	0
06.1 Accès à l'électricité	210 912 378 854	143 443 545 597	32 438 537 299	0
07 Routes et ouvrages d'art	393 749 880 396	396 001 405 061	89 552 349 492	8 548 008 242
07.1 Entretien pistes rurales	26 721 609 041	2 745 047 752	620 769 201	0
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	29 808 346 363	1 500 000 000	339 212 241	468 008 242
07.3 Autres travaux routiers	337 219 924 992	391 756 357 309	88 592 368 050	8 080 000 000
08 Affaires Sociales	40 492 168 516	46 724 229 220	10 566 287 017	3 047 648 209
08.0 Administration générale	32 386 117 753	19 694 481 791	4 453 739 542	2 883 136 948
08.1 Formations destinées aux femmes	1 296 525 468	1 342 334 370	303 557 500	0
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 776 911 773	1 737 216 911	392 856 828	0
08.3 Formation au personnel d'appui	1 440 594 273	2 128 224 270	481 279 817	164 511 261
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 592 019 249	21 821 971 878	4 934 853 329	0
09 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	18 364 411 159	1 550 649 799
09.1 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	18 364 411 159	1 550 649 799
10 Reconstructions et réhabilitations	2 158 768 221	18 740 309 873	4 237 961 679	0
10.1 Reconstruction et réhabilitation		1 016 480 000	229 868 306	0
10.2 Habitat et logement sociaux	2 158 768 221	17 723 829 873	4 008 093 372	0
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	11 271 710 744	17 256 788 801	3 880 484 163	432 751 495
11.1 Promotion et insertion des jeunes	10 175 845 287	15 242 297 266	3 424 924 037	432 751 495
11.2 Appui et suivi DSRP				0
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 095 865 457	1 191 913 848	455 560 126	0
TOTAL	2 550 578 366 744	2 754 912 369 729	622 978 008 156	395 480 193 193

Source: SIB-DGBF